

ELECTIONS CNB - 28 NOVEMBRE 2023

JE VOTE VOIX

DES BARREAUX

COLLEGE GENERAL

Chères Consœurs, chers Confrères,

Le 28 novembre 2023, tous les avocats des barreaux de province seront appelés à voter par voie électronique pour élire leurs représentants au collège général du CNB.

Pourquoi voter ?

Que l'on choisisse de voter pour des candidats et/ou un programme, les élections du CNB sont l'occasion, tous les trois ans, de s'interroger sur le présent et l'avenir de notre profession.

Pourquoi voter VOIX DES BARREAUX ?

Des propositions concrètes :

VOIX DES BARREAUX ne fait pas de politique.

Les candidats ont tous identifié, comme vous, des sujets d'amélioration pour notre profession et décidé de réfléchir ensemble à des propositions utiles et réalisables financièrement.

Des candidats non syndiqués :

VOIX DES BARREAUX n'est pas un syndicat.

Depuis de nombreuses années, les avocats de province sont représentés au collège général du CNB par des syndicats.

VOIX DES BARREAUX est une liste de 24 avocats non syndiqués.

Des candidats 100% province :

La majorité des syndicats présente également une liste parisienne aux élections.

VOIX DES BARREAUX est exclusivement composée de 24 avocats de barreaux de 56 à 4000 avocats.

Des candidats représentant toute la diversité de la profession :

VOIX DES BARREAUX est une liste d'avocats jeunes ou plus anciens, aux domaines d'activités très variés, aux modes d'exercice différents, ayant eu ou non un engagement ordinal.

Leur point commun : vouloir agir pour défendre notre profession et améliorer notre exercice.

Vos bien dévoués
VOIX DES BARREAUX
voixdesbarreaux.org
contact@voixdesbarreaux.org

PROJET

DEFENDRE L'IDENTITE DE L'AVOCAT

Obtenir un **statut constitutionnel** de l'avocat

Défendre le **secret professionnel** indivisible et absolu

(re) travailler notre image dans notre **communication**

Marquer notre **périmètre** (veille algorithmique permanente sur les mots clés avocat, conseils juridiques).

Obtenir un meilleur **référencement** de l'avocat sur les sites gouvernementaux : justice.fr, INPI.fr

Créer une **souveraineté numérique** de la profession par l'acquisition d'une extension .avocat

Maintenir la **proximité de l'avocat** (préservation de la postulation, de l'oralité malgré la digitalisation)

Être **force de proposition** de textes de fond en pratiquant, comme d'autres professions, un lobbying actif pour des modifications textuelles utiles au justiciable et à la profession

Affirmer la place de l'avocat au premier rang des défenseurs de **l'Etat de droit** et des libertés

ACCOMPAGNER LE CHANGEMENT DES CONDITIONS D'EXERCICE

Créer une véritable **société de service et d'ingénierie informatique de la profession** (création d'un logiciel métier, d'un outil de traitement de l'open data des décisions avec moteur de recherche performant, réservé aux avocats)

Faire évoluer le site AVOVENTES.fr pour promouvoir les biens des avocats mandataires en **transactions immobilières**

Transformer la **formation initiale** notamment en réduisant la scolarité à 12 mois, en créant une plateforme de formation initiale, en renforçant la formation à l'IA générative

Réinventer la **collaboration libérale** notamment en auditant les outils de contrôle de la collaboration, en réalisant un rapport annuel économique, cartographie de l'activité dans les territoires permettant un choix informé

Promouvoir une véritable **mobilité entre les professions du droit** en obtenant un parallélisme d'accès

DEVELOPPER LES CABINETS ET LA PROFESSION

Etendre les **champs d'activités** (propositions d'élargissement des activités visées aux articles 21 du code de déontologie des avocats et 6 du RIN)

Obtenir le **crédit d'impôts pour les honoraires** d'avocat payés par les particuliers

Obtenir une **revalorisation des grilles d'honoraires** des compagnies d'assurance

Créer une labellisation par la profession et les assureurs de **produits d'assurance** correspondant à la réalité des honoraires d'avocat et négocier des contrats adaptés à certains risques (ex : assurance contrôle fiscal, assurance garantie de passif)

Créer un **accès direct au fichier immobilier** du service de publicité foncière sur le modèle de l'accès des Notaires (ANF)

Conférer la **force exécutoire** à l'acte d'avocat en matière de baux

Faire de l'avocat le premier acteur d'une **stratégie de l'amiable**

Promouvoir le **rôle de l'Avocat dans la conception même des outils d'IA** en matière juridique

AMELIORER LA REPRESENTATION DE LA PROFESSION

Rapprocher le CNB des avocats (information sur les sujets et réflexions en cours plutôt que sur les décisions votées, renforcement du dialogue entre les élus du CNB et les avocats)

Améliorer la transparence (audit financier au début de chaque mandature pour orientation des actions)

Réorienter la politique du CNB vers les avocats (développer le lobbying et la communication externe, faciliter les conditions d'exercice en rénovant rapidement les outils numériques, circonscrire les actions internationales)

Promouvoir une parole ordonnée pour une meilleure unité- **Parler d'une seule voix** (solidarité des élus du CNB une fois les décisions votées)

Voix des Barreaux

Candidats au collège général - circonscription nationale



1 Joëlle FOREST-CHALVIN

Lyon - 1997

Droit de la famille et du patrimoine
Vice-Bâtonnier 2020-2021
Membre du conseil de l'Ordre
Administrateur CARPA



2 Michel GUICHARD

Hauts-de-Seine - 2000

Droit fiscal
Bâtonnier 2021-2022
Membre du conseil de l'Ordre
Administrateur CARPA
Président BAROTECH



3 Evelyne TAULEIGNE

Grenoble - 1996

Droit immobilier
Bâtonnier 2020-2021



4 Sébastien RAYNAL

Val d'Oise - 2007

Droit pénal
Bâtonnier 2021-2022
Membre du conseil de l'Ordre
Président de la CARPA



5 Anne PELE

Rennes - 2013

Droit fiscal
Vice-Bâtonnier 2021-2022
Membre du conseil de l'Ordre



6 Serge ALMODOVAR

Drome - 1995

Droit civil
Ancien vice-président et actuel administrateur de l'EDARA
Ancien membre du conseil de l'Ordre



7 Caroline LAVEISSIERE

Bordeaux - 2009
Droit public
Bâtonnier élue 2024-2025
Vice-Bâtonnier 2020-2021
Membre du conseil de l'Ordre



8 Felix MOLTENI

Libourne - 2019
Droit pénal
Premier secrétaire de la Conférence nationale du
Grand Serment 2022



9 Lucile GASNOT

Nice - 2019
Droit pénal
Première Secrétaire de la Conférence du Jeune Barreau
2021-2022



10 Christian MENARD

Chambery - 1991
Droit social
Bâtonnier 2020-2021
Membre du conseil de l'Ordre



11 Doriane BRILLIER-LAVERDURE

Lyon et Caen - 2016
Droit public
Co-présidente de la commission Partage depuis 2021
Membre de la commission Prévention Solidarité depuis 2017
Représentante du Jeune Barreau 2017-2018



12 Geoffroy DE BAYNAST

Sables d'Olonne - 1998
Droit public
Bâtonnier 2020-2021
Membre du conseil de l'Ordre



13 Ludivine JOUHANNY

Hauts-de-Seine - 2019
Droit des affaires

Membre de la commission entreprise et Territoires



14 Philippe BRUZZO

Aix-en-Provence - 1994
Droit commercial
Bâtonnier 2020-2021



15 Caroline BARDOUL

Nantes - 2014
Droit public

Membre du conseil de l'Ordre



16 Grégoire MOULY

Bordeaux - 2019
Droit pénal

Représentant jeune barreau 2023
Second secrétaire de la Conférence nationale du Grand
Serment 2022



17 Sara KEBIR

Lyon - 2016
Droit social

Co-Présidente de la Commission de Déontologie
Administratrice CARPA



18 Claude GARCIA

Pau - 1990
Droit public

Bâtonnier 2021-2022
Membre du conseil de l'Ordre



19 Audrey GUEGAN-COMBES

Val d'Oise - 2007

Droit des personnes et du patrimoine
Membre du conseil de l'Ordre



20 Remy LEVY

Montpellier - 1978

Droit immobilier
Bâtonnier 2019-2020
Membre du conseil de l'Ordre



21 Solange VIALARD VALEZY

Saint Etienne - 1988

Droit des personnes et du patrimoine
Ancien Bâtonnier 2020-2021
Membre du conseil de l'Ordre



22 Frédéric LANGLOIS

Toulouse - 1997

Droit des personnes et du patrimoine
Vice-Bâtonnier 2021-2022
Membre du conseil de l'Ordre



23 Ghislaine BETTON

Lyon - 1997

Droit des affaires



24 Jean-Michel GARRY

Toulon - 1987

Droit pénal
Bâtonnier 2020-2021
Membre du conseil de l'Ordre